Session ordinaire 2018-2019

FC/PR P.V. CEB 10

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Procès-verbal de la réunion du 18 mars 2019

Ordre du jour :

Echange de vues avec une délégation du « Rechnungsprüfungsausschuss » du Bundestag

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard, M. Alex Bodry, M. Sven Clement, M. Frank Colabianchi, M. Yves Cruchten rempl. M. Claude Haagen, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gast Gibéryen, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler

M. Axel Fischer (CDU/CSU), Président du „Rechnungsprüfungsausschuss" du Bundestag,
Mme Ulla Ihnen (FDP), Dr. Gesine Lötzsch (DIE LINKE), M. Andreas Schwarz (SPD), Mme Ulrike Schielke-Ziesing (AfD)
Dr. Heinrich Kreft, Ambassadeur de la République fédérale allemande au Luxembourg, M. Karl Martin Schröter, attaché Ambassade de la République fédérale allemande

Mme Claudia Rathjen, Secrétaire du "Rechnungsprüfungsausschuss" du Bundestag

Mme Francine Cocard, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Eugène Berger, M. Roberto Traversini

M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission

*

Echange de vues avec une délégation du « *Rechnungsprüfungsausschuss* » du Bundestag

Les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire reçoivent en visite une délégation du *Rechnungsprüfungsausschuss* du Bundestag allemand.

Le fonctionnement du *Rechnungsprüfungsausschuss* est expliqué dans une note jointe en annexe.

Les députés allemands ont déclaré leur intérêt de pouvoir discuter sur la collaboration des commissions de contrôle et la Cour des comptes / *Bundesrechnungshof*.

En guise d'introduction, M. Axel Fischer, Président du *Rechnungsprüfungsausschuss*, présente les membres de la délégation allemande.

Il enchaîne en expliquant que le *Rechnungshof* (Cour des comptes), bien qu'indépendant, constitue un organe de contrôle du Bundestag allemand („das Schwert der Parlamentarier"). La Cour des comptes allemande contrôle la gestion budgétaire et économique (Haushalts- und Wirtschaftsführung) du gouvernement allemand, dont notamment les recettes et dépenses annuelles (quelque 600 milliards d'euros).

Il contrôle aussi les organes du système d'assurances sociales (*Sozialversicherungsträger*) et les actions du gouvernement fédéral dans le contexte de ses participations financières dans des entreprises privées (p.ex. Deutsche Bahn AG, Post AG ou Telekom AG). Les contrôles portent sur des domaines variés comme la politique de défense, la construction et la gestion des infrastructures ou les impôts.

Suite aux contrôles, la Cour des comptes allemande adresse ses recommandations aux instances contrôlées, ainsi qu'au parlement fédéral (Bundestag et Bundesrat) et au gouvernement fédéral. Les recommandations peuvent comprendre des propositions relatives à une amélioration de la qualité (des dépenses), à des économies ou alors à des ressources financières potentielles supplémentaires.

La Cour des comptes allemande émet un rapport annuel, mais elle émet aussi des rapports spéciaux (« Sonderberichte »), ainsi que des recommandations à l'adresse des pouvoirs législatif et exécutif.

M. Axel Fischer rend brièvement compte de l'entretien avec les représentants de la Cour des comptes luxembourgeoise qui a notamment porté sur le champ de contrôle des cours de comptes respectives.

Mme la Présidente Diane Adehm explique le fonctionnement de la Cour des comptes luxembourgeoise : Tout comme le *Rechnungshof* allemand, la Cour des comptes contrôle la gestion financière des organes, administrations et services de l'Etat. Elle est en outre habilitée à contrôler les personnes morales de droit public, pour autant que ces personnes ne sont pas soumises à un autre contrôle financier prévu par la loi. Finalement, toutes les personnes morales de droit public et personnes physiques et morales de droit privé bénéficiant de concours financiers publics affectés à un objet déterminé peuvent être soumises au contrôle de la Cour des comptes quant à l'emploi conforme à la destination de ces fonds publics.

En tant que contrôleur externe, la Cour des comptes luxembourgeoise examine en plus de la légalité et de la régularité des recettes et des dépenses également la bonne gestion financière des deniers publics. Ainsi, le contrôle de la Cour des comptes porte donc sur

l'économie, l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques, sans pour autant pouvoir se prononcer sur l'opportunité des dépenses.

La Chambre des Députés peut solliciter un rapport ou un avis de la part de la Cour des comptes.

Le contrôle de la Cour des comptes fait l'objet d'un examen contradictoire avec les contrôlés. Cette procédure se fait par écrit. La Cour des comptes fait part des constatations et recommandations qui se dégagent de ses contrôles au contrôlé afin que celui-ci présente ses observations dans un délai fixé par la Cour.

La Cour des comptes présente ses rapports à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire. Celle-ci peut entendre des ministres en leurs explications. Elle charge en outre un de ses membres avec la rédaction d'un rapport qui est ensuite adopté en commission. Les remarques et recommandations de la ComExBu sont ensuite adressées au gouvernement.

Comme prévu par la loi, la Cour des comptes établit chaque année un rapport général sur le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'Etat. Le rapport est soumis à la Chambre des Députés. Le compte général fait l'objet d'un projet de loi soumis au vote de la Chambre avant l'évacuation du projet de budget pour l'année suivante.

Par ailleurs, sur demande de la Chambre des Députés, la Cour des comptes peut émettre des avis sur des propositions ou projets de loi ayant une incidence financière significative pour le Trésor public ainsi que sur les dispositions de la loi budgétaire et sur les propositions ou projets de loi concernant la comptabilité de l'Etat et celles des personnes morales de droit public.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de la Cour des comptes sont assistés par 35 agents. La Cour des comptes peut également faire appel à des experts externes qui agissent sous le contrôle et la responsabilité de la Cour.

M. Axel Fischer explique que le *Rechnungsprüfungsausschuss* fonctionne comme commission permanente. Ses membres sont également membres ou membres suppléants de la Commission du budget (*Haushaltsausschuss*) du Bundestag. Alors que cette commission est avant tout compétente pour approuver les moyens budgétaires, le *Rechnungsprüfungsausschuss* contrôle l'exécution des dépenses, suit le contrôle budgétaire du gouvernement fédéral et prépare les travaux en vue de l'accord parlementaire sur base des remarques émises par le *Bundesrechnungshof*.

Le *Rechnungsprüfungsausschuss* se réunit certains vendredis, au matin à 7.30 heures. Le rapporteur émane d'un parti de la majorité ou de l'opposition. Contrairement aux habitudes luxembourgeoises, les réunions du *Rechnungsprüfungsausschuss* se tiennent en présence conjointe de représentants du *Bundesrechnungshof* et des ministères ou organismes contrôlés. Ceci permet aux députés d'adresser leurs questions à toutes les instances impliquées.

Les réunions du *Rechnungsprüfungsausschuss* se déroulent généralement en présence d'un ou de plusieurs représentants du *Bundesrechnungshof*. Des discussions portant sur les propositions budgétaires peuvent se tenir dans les ministères, également en présence de représentants du *Bundesrechnungshof*.

Les députés allemands et luxembourgeois notent que les rapports de la Cour des comptes respective ne sont pas publics avant leur présentation aux députés. En Allemagne, il arrive cependant que la presse ait connaissance de résultats de contrôles.

Mme la Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire demande quelles sont les limites du champ de contrôle du *Bundesrechnungshof*, notamment par rapport à la Banque centrale allemande (*Bundesbank*).

Mme Ulrike Schielke-Ziesing était récemment présente lors d'un entretien de préparation du contrôle annuel de la *Bundesbank*. Elle explique que la Banque centrale dispose certes d'auditeurs externes, dont le rapport est transmis au *Bundestag*. La Cour des comptes allemande émet également des constatations au sujet de la Banque centrale allemande. Son rapport ne couvre que certains volets, et ne touche en rien la politique monétaire.

Extraits "Bundesbankgesetz"
„§ 26 Jahresabschluss, Kostenrechnung
(1) Das Geschäftsjahr der Deutschen Bundesbank ist das Kalenderjahr.
(2) Das Rechnungswesen der Deutschen Bundesbank hat den Grundsätzen ordnungsmäßiger Buchführung zu entsprechen. Der Jahresabschluss ist unter Berücksichtigung der Aufgaben der Deutschen Bundesbank, insbesondere als Bestandteil des Europäischen Systems der Zentralbanken, aufzustellen und mit den entsprechenden Erläuterungen offenzulegen; (…)
(3) Der Vorstand hat so bald wie möglich den Jahresabschluss aufzustellen. Der Abschluss ist durch einen oder mehrere vom Vorstand im Einvernehmen mit dem Bundesrechnungshof bestellte Wirtschaftsprüfer zu prüfen und alsdann zu veröffentlichen. Der Prüfungsbericht des Wirtschaftsprüfers dient dem Bundesrechnungshof als Grundlage für die von ihm durchzuführende Prüfung.
(…)
(5) Der Jahresabschluss, die Plankostenrechnung, der Investitionsplan, die Plan/Ist-Analyse und die Prüfungsberichte des Wirtschaftsprüfers sind dem Bundesministerium der Finanzen und dem Bundesrechnungshof zuzuleiten. Der Deutsche Bundestag erhält den Jahresabschluss, die Plan/Ist-Analyse und die Prüfungsberichte des Wirtschaftsprüfers.
(6) Der Bundesrechnungshof berichtet dem Deutschen Bundestag über seine Feststellungen nach Absatz 3."

M. Claude Wiseler (CSV) souhaite savoir quelles pourraient être les conséquences en cas de désaccord. Mme Ulrike Schielke-Ziesing répond que les deux institutions n'ont pas d'ordre à accepter l'une de l'autre. La Cour des comptes peut établir un constat, mais elle ne peut pas forcer la Banque centrale d'y donner une suite.

M. Andreas Schwarz ajoute que la Cour des comptes contrôle aussi toutes (une soixantaine) les participations de l'Etat dans le capital de sociétés. La Cour des comptes siège au *Bundesfinanzierungsgremium* et dispose d'un droit de regard sur la politique d'acquisition. En cas de désaccord, la Cour établit un rapport pour documenter et évaluer la situation. L'évaluation porte aussi sur le bilan de sociétés dans lesquelles l'Etat détient des parts.

Une évaluation porte aussi sur la situation d'endettement de l'Etat fédéral.

Dr. Gesine Lötzsch explique que la Cour des comptes a même l'autorisation de contrôler les salaires des dirigeants d'organismes tels les caisses de maladie, étant donné que ces organismes obtiennent tous les ans de l'argent de l'Etat. La position du *Bundesrechnungshof* est solide, étant donné que son droit de contrôle est ancré dans la Constitution fédérale. En cas de désaccord, la Cour constitutionnelle (*Bundesverfassungsgericht*) est saisie.

M. Di Bartolomeo (LSAP) ajoute que la banque centrale luxembourgeoise a tendance à se référer à la législation sur la Cour des comptes qui indique que le contrôle est à effectuer par la Cour sauf s'il y a un évaluateur externe. La législation n'est pas suffisamment précise en ce qui concerne la participation dans des sociétés privées.

M. Sven Clement (Piraten) souhaite savoir s'il y a une limite au pouvoir de contrôle de la Cour des comptes allemande et si la Cour essaie aussi de contrôler les participations de sociétés dans d'autres sociétés. M. Andreas Schwarz répond que le contrôle peut avoir lieu dès qu'il y a une participation financière, indépendamment du pourcentage de cette participation. La Cour des comptes est autonome dans ses décisions.

Comment est organisé le contrôle des dépenses des communes? Dr. Gesine Lötzsch répond que le *Bundestag* s'était prononcé en faveur d'un tel principe. Les *Länder* se sont montrés indignés, la question a été portée devant la commission de médiation (*Vermittlungsausschuss*). Les *Länder* avaient peur pour leur indépendance garantie par la Constitution. Il y aurait, par contre, des éléments qui prouveraient que des fonds qui ont été transférés aux *Länder* n'auraient pas tous été utilisés aux fins initialement prévues.

M. Schwarz précise que les *Länder* disposent de leurs propres cours des comptes (*Landesrechnungshöfe*). Néanmoins, si des fonds proviennent du budget national, la Cour des comptes allemande devrait avoir un droit de regard. Les cours des comptes des *Länder* contrôlent les dépenses effectuées par les budgets des différents *Länder*.
M. Schwarz complète les explications sur base de l'exemple touchant la politique fiscale. Il arrive que la Cour des comptes constate des problèmes ayant trait à une législation nationale qui a ses répercussions au niveau régional. La question est continuée sous forme de *Prüfungsvermerk* au Ministre des finances.

Mme Ihnen explique qu'il arrive même que plusieurs cours des comptes ou instances de contrôles respectives (européenne, fédérales ou régionales, voire le *Rechnungsprüfungsamt* si des projets de communes sont concernés) contrôlent un même projet conjointement. Elles y ont le droit à partir du moment où des fonds en provenance de leur budget respectif ont été engagés.

M. André Bauler (DP) demande quels aspects sont analysés quand la Cour des comptes se plonge sur les participations de l'Etat dans des sociétés privées et si elle se prononce sur la nécessité ou l'opportunité d'une dépense. M. Schwarz répond que le contrôle peut avoir lieu par le biais d'analyses de bilans. L'opportunité d'investissements publics peut faire l'objet d'une analyse de la Cour des comptes (achat ou vente de parties d'une société ; hausse ou réduction de l'effectif du personnel).

M. Wiseler (CSV) demande quel est le rôle du *Rechnungsprüfungsausschuss* lors de l'établissement du budget annuel de l'Etat ? M. Fischer répond que des membres de la commission sont présents, peuvent poser des questions aux représentants de la Cour des comptes, mais aussi proposer des modifications. Il se peut que soient discutés des projets sous les aspects de leur opportunité politique (construction d'une route à quatre voies au lieu de deux voies ; interventions dès la phase de planification d'un projet). Les membres de la ComExBu constatent que le rôle de la Cour des comptes allemande dépasse celui de la Cour luxembourgeoise.

Les questions de la délégation allemande concernent notamment
- la présentation des rapports de la Cour des comptes (devant la ComExBu) ;
- l'organisation des travaux et des discussions en commission (et non pas en séance publique) ;
- le fait que les représentants de la Cour des comptes ne sont plus présents lors des réunions de la commission portant sur le rapport spécial ;
- la prise de position du ministère par rapport aux constatations de la Cour des comptes ;
- les suites que la ComExBu accorde aux rapports spéciaux de la Cour des comptes ;
- la nécessité de demander des rapports de suivi ;
- le contrôle des finances des partis politiques ; constatant que les groupes parlementaires ne sont pas soumis à un contrôle de leur gestion financière ;
- la règlementation concernant les dons aux partis politiques.

L'échange se termine avec une invitation à Berlin pour une visite de travail au *Rechnungskontrollausschuss* du Bundestag.

* * *

Luxembourg, le 5 juillet 2019

La Secrétaire-administrateur,
Francine Cocard

La Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire,
Diane Adehm

ANNEXE :
Der Rechnungsprüfungsausschuss: Geschichte - Aufgaben - Organisation - Arbeitsweise

Aktenvermerk

Berlin, 28. Februar 2019
Geschäftszeichen: RPA

DER RECHNUNGSPRÜFUNGSSAUSSCHUSS

Rechnungsprüfungsausschuss

Regierungsdirektorin
Claudia Rathjen
Platz der Republik 1
11011 Berlin
Telefon: +49 30 227-35990
Fax: +49 30 227-36021
claudia.rathjen@bundestag.de

		Seite
1.	**Vorwort**	2
2.	**Geschichte der Rechnungsprüfung in Deutschland**	2
3.	**Aufgaben**	3
4.	**Organisation**	
4.1.	Zusammensetzung des Ausschusses	4
4.2.	Vorsitz	5
4.3.	Obleute	5
4.4.	Berichterstatter	6
4.5.	Ausschusssekretariat	6
5.	**Arbeitsweise**	
5.1.	Verfahren	7
5.2.	Bemerkungen des Bundesrechnungshofes	7

1. Vorwort

„Vertrauen ist gut, Kontrolle ist besser" - dieser alte Grundsatz gilt auch im Bereich des politischen Handelns. Die alljährlich aufgestellten Haushaltspläne dienen als Grundlage zur Umsetzung des politischen Willens der Bundesregierung. Es obliegt dem Rechnungsprüfungsausschuss zu kontrollieren, ob dieser Wille auch im Sinne des Haushaltsgesetzgebers umgesetzt wurde. Es geht dabei nicht darum, der Regierung „auf die Füße zu treten", sondern vielmehr sie daran zu erinnern, die mit dem Haushaltsplan verbundene Ausgabenermächtigung ordnungsgemäß und wirtschaftlich umzusetzen. Daher ist der Rechnungsprüfungsausschuss auch ein relativ unpolitischer Ausschuss, in dem es den Mitgliedern nicht darum geht, einen bestimmten parteipolitischen Auftrag zu erfüllen. Der Rechnungsprüfungsausschuss ist ein Unterausschuss des Haushaltsausschusses. Das bedeutet, dass der Haushaltsausschuss zu Beginn der Legislaturperiode erst einen Beschluss zur Einrichtung des Ausschusses fassen muss.

2. Geschichte der Rechnungsprüfung in Deutschland

Die Finanzkontrolle ist wie die Rechts- und die Verfassungskontrolle eines der Verifikationssysteme, durch die sich moderne Staatswesen auszeichnen. Die Rechnungsprüfung ist unentbehrlicher und zentraler Bestandteil des Systems der „Checks and Balances", der austarierten Machtverteilung und wechselseitigen Kontrolle.
Es wird unterschieden zwischen der internen, von jedem Ministerium, jeder Behörde selbst durchgeführten Ausgabenkontrolle, der parlamentarischen und der externen Finanzkontrolle. Die parlamentarische Finanzkontrolle obliegt der Legislative (man spricht auch von politischer Kontrolle, d.h. das Parlament hat über die Entlastung der Exekutive für das betreffende Haushaltsjahr zu entscheiden). Sie offenbart eben nicht nur wirtschaftliches Verhalten des Staates, weist nicht nur auf ökonomisch sinnvolle Handlungsalternativen hin, sondern sie schafft zum Vorteil unserer demokratischen Ordnung Transparenz über staatliches Handeln.

Die parlamentarische Finanzkontrolle wird in Deutschland durch die dafür vorgesehenen Ausschüsse des Deutschen Bun-

destages ausgeübt, nämlich den Haushalts- und den Rechnungsprüfungsausschuss. Die traditionelle Aufgabe dieser Finanzkontrolle ist die Überprüfung der Gesetzmäßigkeit und Ordnungsmäßigkeit des Rechnungswesens. Eine mindestens ebenso wichtige Funktion ist aber auch die begleitende Kontrolle der Haushalts- und Wirtschaftsführung der öffentlichen Hand sowie die Beratung des Parlaments. Die externe Kontrolle wird in Deutschland durch den Bundesrechnungshof ausgeübt.

Die Finanzkontrolle hat in Deutschland eine dreihundertjährige Geschichte. Im Laufe dieser Geschichte hat sich das Finanzkontrollsystem von der bloßen Prüfung der Rechnungen auf ihre Ordnungsmäßigkeit zu einer modernen Finanzkontrolle entwickelt, bei der das gesamte Verwaltungshandeln unabhängig von einzelnen Rechnungen einer Wirtschaftlichkeitsbetrachtung unterworfen wird.

Als Geburtsjahr der Rechnungsprüfung in Deutschland gilt das Jahr 1714, in dem die Preußische Generalrechenkammer errichtet wurde. Sie war direkt dem König unterstellt und entstand aus dem Anliegen des Königs, seine Beamten zu kontrollieren. Im 19. Jahrhundert wurde es dann das Anliegen der Parlamente, die Regierung mit Hilfe der Rechnungsprüfung besser zu kontrollieren. Hintergrund war der Übergang zur konstitutionellen (1848) und später (1918) zur parlamentarischen Staatsform. 1871, nach der Gründung des deutschen Kaiserreiches, entstand der Rechnungshof des Deutschen Reiches, der für das gesamte deutsche Staatsgebiet zuständig war.

3. Aufgaben

Während der Haushaltsausschuss des Deutschen Bundestages vor allem für die Bewilligung der Mittel zuständig ist, die im Laufe eines Jahres ausgegeben werden, prüft der Rechnungsprüfungsausschuss den Vollzug der Ausgaben nach und bereitet die Entlastung der Bundesregierung durch das Plenum des Deutschen Bundestages auf der Grundlage der Bemerkungen des Bundesrechnungshofes vor.

Der Rechnungsprüfungsausschuss des Bundestages ist das wichtigste parlamentarische Organ im Entlastungsverfahren. Die Kontrolle reicht über den Haushaltsplan hinaus, da für die

dort nur eingeschränkt aufgeführten Sondervermögen des Bundes auch anderweitige Entlastungsverfahren vorgesehen sind, für die der Rechnungsprüfungsausschuss verantwortlich zeichnet. Der Name Rechnungsprüfungsausschuss ist dabei irreführend, da er keineswegs eine Belegprüfung durchführt, sondern überprüft, ob die Bundesregierung die politischen Zielvorstellungen, die sie sich im Haushaltsplan selbst aufgestellt hat, auch eingehalten hat.

4. Organisation

4.1. Zusammensetzung des Ausschusses

In der 19. Legislaturperiode gehören dem Rechnungsprüfungsausschuss 19 Mitglieder an. Dies sind 11 Mitglieder der beiden Regierungsfraktionen (CDU/CSU und SPD) und 8 Mitglieder der vier Oppositionsfraktionen:

- 7 Abgeordnete der CDU/CSU-Fraktion,
- 4 Abgeordnete der SPD-Fraktion,
- 2 Abgeordnete der AfD-Fraktion,
- 2 Abgeordnete der FDP-Fraktion
- 2 Abgeordnete der Fraktion DIE LINKE. und
- 2 Abgeordnete der Fraktion BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN

Alle Mitglieder des Rechnungsprüfungsausschusses sind zugleich Mitglieder bzw. stellvertretende Mitglieder des Haushaltsausschusses. Dies erscheint gegenüber Parlamentsorganisationsformen mit zwei vollständig getrennten Ausschüssen für Haushaltsbewilligung und Haushaltskontrolle als vorteilhaft für die effektive Überprüfung des Ausgabeverhaltens der Bundesregierung. Als Mitglieder des Haushaltsausschusses können die Abgeordneten aus den Diskussionen in der Phase der Haushaltsbewilligung wesentliche Erkenntnisse gewinnen, z. B. zur erwarteten Kostenentwicklung von Großprojekten, zu umstrittenen Details einer Kostenschätzung, Annahmen einer Wirtschaftlichkeitsberechnung oder eingeforderten Konzepten etwa für die Umstrukturierung einer Behörde. Als Mitglied des Rechnungsprüfungsausschusses erhalten sie aus den Prüfungsbemerkungen des Bundesrechnungshofes Informationen über die ordnungsgemäße Ausführung des Haushaltsplans und Unwirtschaftlichkeiten im Haushaltsvollzug und können die Erwartungen, Vorgaben oder Zusagen aus der Haushaltsaufstellung

im Haushaltsvollzug weiterverfolgen. Diese spezifischen Einsichten können sie wiederum gezielt einsetzen, um gegebenenfalls der Argumentation der Fachleute der Ressorts in den folgenden Budgetverhandlungen entgegenzutreten. Gleichzeitig bewirkt diese Personenidentität bei Haushaltsbewilligung und Haushaltskontrolle ein informelles Druckmittel, die vom Bundesrechnungshof aufgedeckten Missstände und daraus folgenden konkreten Empfehlungen an die Bundesregierung zu deren Beseitigung durchzusetzen.

4.2. Vorsitz

Während der Vorsitz des Haushaltsausschusses traditionell von der größten Oppositionsfraktion übernommen wird, gehört der/die Vorsitzende des Rechnungsprüfungsausschusses in der Regel einer der Regierungsfraktionen an. In der derzeitigen 19. Wahlperiode nimmt Abg. Axel E. Fischer (CDU/CSU) den Ausschussvorsitz und Abg. Dr. Tobias Lindner (BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN) den stellvertretenden Ausschussvorsitz wahr.

4.3. Obleute

Zur Vorbereitung der jeweils folgenden Ausschusssitzung finden sogenannte Obleutebesprechungen statt. An diesen nehmen die von den Fraktionen benannten Obleute, die/der Vorsitzende und die/der stellvertretende Vorsitzende teil. Grundlage der Sitzung ist die Tagesordnung der nächsten Sitzung. Alle Punkte werden aufgerufen, insbesondere um Grundzüge der Beratung abzuklären und eine Beschlussempfehlung vorzubesprechen. Gegebenenfalls kann als Ergebnis der Obleutebesprechung eine Ausschussdrucksache erstellt werden, in der die Tagesordnungspunkte aufgeführt werden, zu denen die Obleute dem Ausschuss eine Beschlussfassung ohne weitere Beratung empfehlen.

4.4. Berichterstatter

Ähnlich wie der Haushaltsausschuss bedient sich auch der Rechnungsprüfungsausschuss eines Berichterstattersystems, wobei im Rechnungsprüfungsausschuss für die Einzelpläne jeweils nur eine einzige Berichterstatterin oder ein Berichterstatter benannt wird. Auch hierin kommt zum Ausdruck, dass sich

die Mitglieder des Rechnungsprüfungsausschusses - unabhängig davon, ob sie einer Oppositions- oder einer Regierungsfraktion angehören - in erster Linie als „Kontrolleure der Regierung" empfinden und diese Kontrollfunktion mit großem Engagement gemeinsam wahrnehmen. Zur Vorbereitung der Beratungen im Rechnungsprüfungsausschuss erhalten die jeweiligen Berichterstatter vom Bundesrechnungshof eine aktualisierte Zusammenfassung des Bemerkungsinhaltes und einen Beschlussvorschlag. Gegebenenfalls vereinbart die Berichterstatterin/der Berichterstatter in eigener Zuständigkeit im Vorfeld der Ausschusssitzung Gespräche mit Vertretern des Bundesrechnungshofes und/oder des jeweiligen Ministeriums, um den Sachverhalt abzuklären und die Beschlussempfehlung für den Ausschuss endgültig festzulegen. Dabei hat es sich bewährt, dass er/sie die anderen Mitglieder des Ausschusses über die Anberaumung eines solchen Berichterstattergesprächs informiert. Schließlich führt die Berichterstatterin/der Berichterstatter nach Aufruf des jeweiligen Tagesordnungspunktes in die Thematik der Prüfbemerkung des Bundesrechnungshofes ein, berichtet über den Standpunkt des Ministeriums und erläutert ihre/seine Beschlussempfehlung.

4.5. Ausschusssekretariat

Das Sekretariat betreut die Arbeit des Ausschusses administrativ, organisatorisch und fachlich. Es unterstützt insbesondere die Vorsitzende/den Vorsitzenden bei der Wahrnehmung ihrer/seiner Aufgaben. Es übernimmt alle Aufgaben, die zur Vorbereitung und Durchführung der Ausschusssitzungen erforderlich sind und erstellt Beschluss- und Kurzprotokolle über die Ausschusssitzungen. Es ist organisatorischer Ansprechpartner der Abgeordneten, der Ministerien, des Bundesrechnungshofes, von Verbänden und von Bürgern. Es gibt Auskünfte zum Sachstand der Beratungen und zu den Beschlüssen des Ausschusses.

5. Arbeitsweise

5.1 Verfahren

Die vom Bundesfinanzminister für jedes abgeschlossene Haushaltsjahr vorzulegende Haushalts- und Vermögensrechnung wird durch den Bundesrechnungshof einer Prüfung unterzo-

gen, der daraufhin im Herbst desselben Jahres seine Feststellungen in den „Bemerkungen zur Haushalts- und Wirtschaftsführung des Bundes" veröffentlicht. Im April des Folgejahres übermittelt er zudem aktualisierte „Weitere Prüfungsergebnisse". Das Plenum des Bundestages überweist die Bemerkungen des Bundesrechnungshofes gemeinsam mit dem Entlastungsantrag des Bundesministers der Finanzen dem Haushaltsausschuss, dieser leitet sie weiter an den Rechnungsprüfungsausschuss. Anschließend führt der Rechnungsprüfungsausschuss seine Beratungen zu den Prüfbemerkungen durch und bereitet seine Empfehlung an den Haushaltsausschuss über die Entlastung der Bundesregierung zum Vollzug des abgeschlossenen Haushalts vor. Dieses Verfahren sollte möglichst so rechtzeitig abgeschlossen werden, dass der Haushaltsausschuss noch vor der Sommerpause über seine Beschlussempfehlung an das Plenum des Deutschen Bundestages zur Entlastung entscheiden kann.

Die Beratungen im Rechnungsprüfungsausschuss werden durchgängig -auf der Grundlage der nach objektiven Maßstäben erstellten Bemerkungen des Bundesrechnungshofes - äußerst sachlich geführt und schließen in aller Regel mit einstimmigen Beschlüssen. Dabei lauten die Beschlüsse zu den einzelnen Bemerkungen in aller Regel auf zustimmende Kenntnisnahme, bringen also zum Ausdruck, dass der Ausschuss die Feststellungen und Empfehlungen des Bundesrechnungshofs teilt. Immer häufiger enthalten sie jedoch darüber hinaus bestimmte Aufforderungen an das betroffene Ressort, um Folgerungen aus Verantwortlichkeiten zu ziehen, künftiges Fehlverhalten zu vermeiden und/oder bestimmte neue Gestaltungen des Regierungs- und Verwaltungshandelns vorzunehmen.

5.2 Bemerkungen des Bundesrechnungshofes

Der Bundesrechnungshof ist eine Oberste Bundesbehörde, die keiner anderen Verwaltung zu- oder nachgeordnet ist. Er hat grundsätzlich drei Aufgaben: er soll prüfen, berichten und beraten. Nach § 2 seiner Prüfungsordnung prüft der Bundesrechnungshof die Haushalts- und Wirtschaftsführung des Bundes, seiner Sondervermögen (z. B. Bundeseisenbahnvermögen, Erblastentilgungsfonds) und Betriebe (z. B. Bundeswehrbekleidungsgesellschaft); die bundesunmittelbaren juristischen Personen des öffentlichen Rechts (z. B. Bundesagentur für Arbeit)

einschließlich der Bundesunternehmen in dieser Rechtsform; die bundes- und landesunmittelbaren Sozialversicherungsträger, soweit diese Bundeszuschüsse erhalten oder Garantieverpflichtungen des Bundes bestehen (Deutsche Rentenversicherung Bund, Deutsche Rentenversicherung Knappschaft-Bahn-See) und die Betätigung des Bundes bei Unternehmen des privaten Rechts, an denen der Bund beteiligt ist (z. B. Deutsche Bahn AG).

Der Rechnungsprüfungsausschuss fasst zu jeder Bemerkung des Bundesrechnungshofes einen Beschluss sowie einen Gesamtbeschluss über die Entlastung der Bundesregierung. Die Beschlüsse zu den einzelnen Bemerkungen lauten im Prinzip auf zustimmende Kenntnisnahme, wenn der Ausschuss die Feststellung und Empfehlung des Bundesrechnungshofes teilt oder auf bloße Kenntnisnahme, wenn dies nicht oder nur unter Vorbehalt der Fall ist. Die zustimmende oder einfache Kenntnisnahme ist in der Regel mit bestimmten Aufforderungen verbunden, die oft vom Bundesrechnungshof selbst vorgeschlagen werden, um Folgerungen aus Verantwortlichkeiten zu ziehen, künftiges Fehlverhalten zu vermeiden oder bestimmte neue Gestaltungen des Regierungs- oder Verwaltungshandelns vorzunehmen.

Der Rechnungsprüfungsausschuss ist auch bemüht, konkret personelle Verantwortlichkeiten festzustellen und gegebenenfalls den Dienstherren zu Disziplinarmaßnahmen zu veranlassen. Der Rechnungsprüfungsausschuss prangert ein schwergewichtiges Fehlverhalten in seinen Sitzungen so nachdrücklich an, dass die Betroffenen sich durchaus innerbehördlichen Rechtfertigungszwängen und Konsequenzen durch ihren zur Verantwortung gezogenen Dienstherrn auch dann ausgesetzt sehen, wenn die Voraussetzungen für Disziplinarmaßnahmen rechtlich nicht gegeben sind.

In den Beschlüssen zu den Einzelbemerkungen wie auch im Gesamtbeschluss zur Entlastung werden die Bundesministerien aufgefordert, die Durchführung der gebotenen Maßnahmen unter Beachtung der Einzelbeschlüsse des Ausschusses zu überwachen. Die zuständigen Berichterstatter/innen werden ihrerseits in den Haushaltsberatungen sicherstellen, dass die Beschlüsse Beachtung finden. Vor allem hat auch der Bundesrechnungshof die Möglichkeit, in seinen späteren Bemerkungen

die Thematik erneut aufzugreifen, wenn die Verwaltung es versäumt, die notwendigen Konsequenzen zu ziehen. Erforderlichenfalls führt er nach Ablauf einer angemessenen Frist Kontrollprüfungen durch.

Claudia Rathjen

(Quelle: P. Eickenboom, in: Parlamentsrecht und Parlamentspraxis in der Bundesrepublik Deutschland, § 44 Haushaltsausschuss und Haushaltsverfahren, Hrsg. v. Schneider, Hans-Peter / Zeh, Wolfgang, DE GRUYTER 1989, sowie eigene Ergänzungen)

5

Presseschau